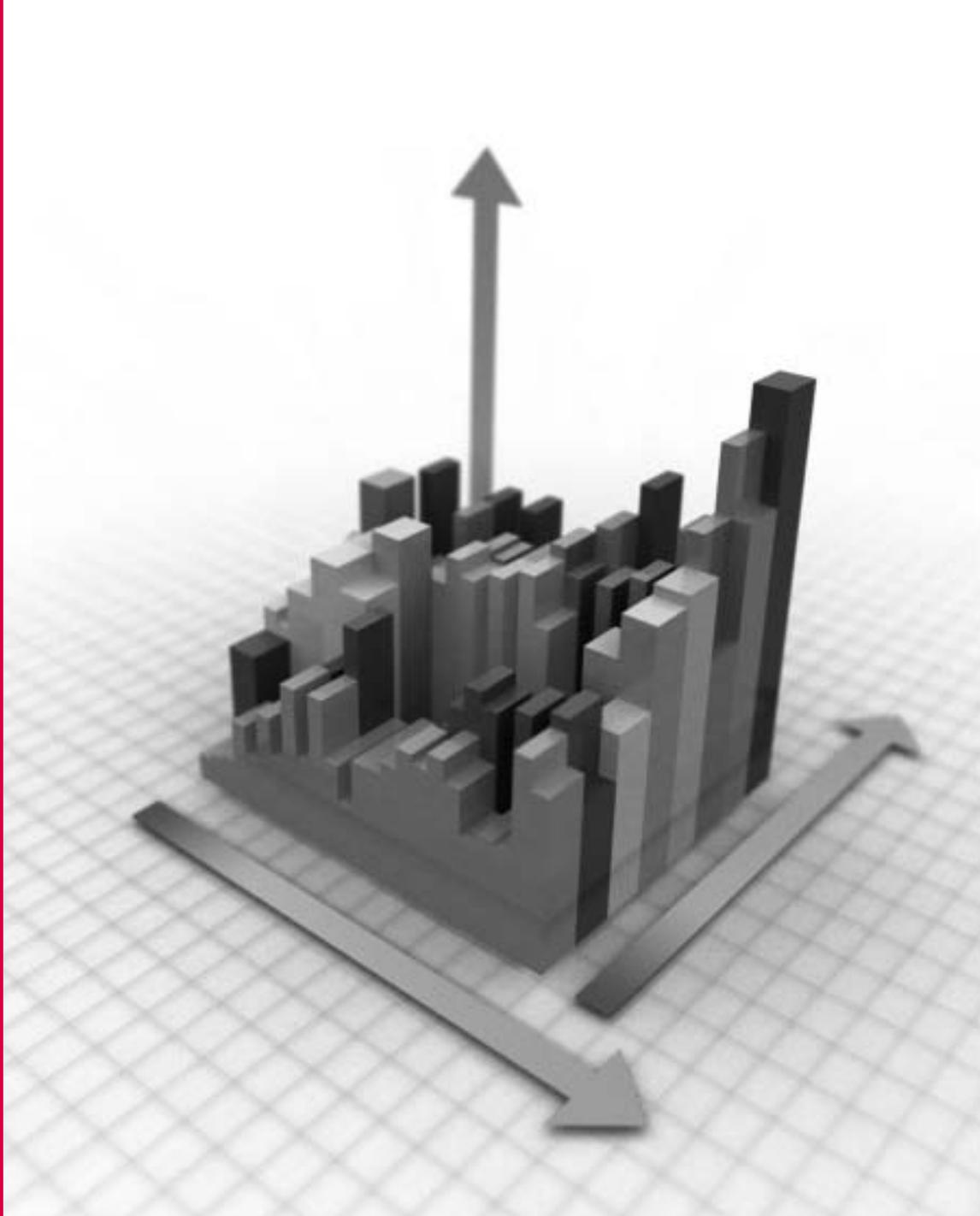




Analyse 2^{ème} trimestre 2012 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

▶ La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 10 JUILLET 2012

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre

contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01

www.altaires.fr

Responsable des études

Thierry Millon

Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants

Aurélié DELMAET - Françoise LINHART

agence@actual-consultants.com

36 ter avenue Franklin Roosevelt

77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02

www.actual-consultants.com

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES TOMBENT SOUS LE SEUIL DES 14 000 (- 4,7 %) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2012.

LES PME RESTENT CEPENDANT TRÈS EXPOSÉES COMME AU PLUS FORT DE LA CRISE (+ 50 %).

Le nombre des défaillances d'entreprises comptabilisées au cours du deuxième trimestre revient sous le seuil des 14 000 franchi en 2009. 13 722 procédures de sauvegarde, RJ ou LJ directe ont été prononcées par les tribunaux, soit un recul de 4,7% en comparaison du deuxième trimestre 2011. Cette tendance pourrait confirmer que le plus gros des difficultés est derrière nous.

Ce signal positif est pourtant contesté par les PME qui souffrent comme au plus fort de la crise. 157 entreprises de plus de 50 salariés ont fait l'objet d'une défaillance ce deuxième trimestre, c'est 49,5% de plus qu'au printemps 2011 et quasiment autant qu'au cours du deuxième trimestre 2009. Les plans d'action mis en œuvre dans les PME au sortir de la crise semblent avoir été infructueux.

Plus globalement, la baisse des défaillances d'entreprise est portée par les micro-entreprises sans salarié (- 19%) qui semblent s'être « habituées » aux effets de la crise et se sont remises en ordre de marche. L'amélioration est donc pour elles très sensible ; cependant, il faut rappeler qu'en 2009, trois ans plus tôt, âge de forte vulnérabilité des entreprises, les créations d'entreprises hors statut auto-entrepreneurs étaient en recul de 20%. Les autres catégories d'entreprises enregistrent une hausse des défaillances (+ 7%) confirmant que, dès qu'il y a des salaires donc des charges fixes à verser, nécessitant une trésorerie régulière, le risque est sensible voire fort. Dans ces conditions, la question des emplois menacés par les défaillances est cruciale ; 72 500 salariés (+ 25,6%)



Decide with Confidence

sont concernés ce trimestre par la procédure judiciaire de leur entreprise, ce chiffre trimestriel est au plus haut sur cinq ans.

Dans ce contexte de baisse globale des défaillances, quelques activités sont néanmoins dans le rouge. C'est le cas de la promotion immobilière (+ 55,8 %) et des agences immobilières (+ 20,9%), du conseil en systèmes et logiciels informatiques (+ 20,9%), et le transport routier de marchandises, plus précisément le fret de proximité (+ 12,4%).

Sur la seule population des PME de 50 salariés et plus, les défaillances d'entreprises se situent pour moitié dans l'industrie manufacturière et les services de sécurité privée ou de nettoyage.

Les deux tiers des régions sont orientées favorablement. Les tensions sont très marquées sur un couloir Est allant de l'Auvergne à la Lorraine en passant par la Bourgogne et Champagne-Ardenne, régions qui avaient enregistré un bon deuxième trimestre 2011.

Nombre de défaillances d'entreprises dont PME par trimestre sur cinq ans

	T2 2008	T2 2009	T2 2010	T2 2011	T2 2012	Évolution 2012/2011
Sauvegardes	140	338	262	324	367	13,3%
RJ et LJ Directes	12 093	13 908	14 184	14 073	13 355	-5,1%
TOTAL FRANCE	12 233	14 246	14 446	14 397	13 722	-4,7%
Dont PME > 50 salariés	93	151	121	105	157	49,5%
Ensemble Emplois menacés	48 300	68 100	60 900	57 700	72 500	25,6%

Des PME structurellement fragiles.

Près de 40% des entreprises défaillantes sont des micro-entreprises sans salarié et 53 % sont des TPE de 1 à 10 salariés. Si les premières s'inscrivent sur une forte baisse des défaillances d'entreprises sur ce deuxième trimestre 2012 (- 19%), les secondes en revanche peinent à résister à une conjoncture atone et à des besoins de trésorerie insuffisamment satisfaits. Les charges fixes, salariales principalement, ne permettent aucun arbitrage et lorsque les carnets de commande sont trop courts le déséquilibre budgétaire est inévitable. Plus de 7 100 TPE ont ainsi été contraintes à défaillir, c'est 6,3 % de plus qu'au deuxième trimestre 2011.

Les PME, réputées plus anciennes et plus structurées, ne sont pas épargnées. En particulier celles de 50 salariés et plus. 139 ouvertures de redressements ou liquidations judiciaires et 18 sauvegardes ont été prononcées au



Decide with Confidence

cours des trois derniers mois, soit une hausse de 49,5% par rapport au deuxième trimestre 2011. 157 PME de cette taille, c'est à peu près le nombre relevé au plus fort de la crise début 2009. Cette sévère évolution montre que les PME sont encore fragiles et pas encore sorties des difficultés. Même pour les plus grandes d'entre elles. « *Too big to fall* » continue de trouver une résonance particulière ce trimestre encore avec les défaillances de gros acteurs.

Aucune entreprise n'est immunisée contre un brutal retournement économique mais nombre des défaillances portent sur des entreprises structurellement fragiles depuis plusieurs années. Un tiers des sociétés tenues de publier leurs bilans n'ont pas répondu à cette obligation en 2010 laissant craindre que les indicateurs financiers déjà dégradés en 2009, voire avant, ne se soient pas améliorés depuis. Si nous nous concentrons sur les seules PME ayant publié leurs comptes, nous observons par exemple une dangereuse érosion des fonds propres depuis 2007 ; ces derniers sont en effet tombés de 25% en 2007 à 21% en 2008 puis 17% en 2009 et ne représentent plus que 12% du total bilan en 2010. A l'inverse, le poids des dettes long/moyen terme a triplé en 3 ans et s'établissait à plus de 33% en 2010. Par ailleurs, la dégradation des marges pèse sur les comptes ; encore de 3% en 2007, la rentabilité d'exploitation (résultat d'exploitation sur production) tombait à un peu plus d'1% en 2008, était proche de 0% en 2009 avant de devenir déficitaire en 2010. La sortie de crise est donc pour ces entreprises très révélatrice de leurs faiblesses structurelles. Les carnets de commande, qui par ailleurs se regarnissent lentement, sont insuffisamment financés, les besoins de trésorerie non couverts. La raréfaction du crédit bancaire accélère la difficulté des entreprises mais le crédit interentreprises participe aussi activement aux tensions de trésorerie. Les comptes des PME défaillantes montrent notamment que le délai de paiement des clients, en dépit de la LME, s'est allongé régulièrement en 5 ans passant de 67 jours en 2006 à 77 jours en 2010. Dans ces conditions, les PME sont tentées voire contraintes en phase difficile de reporter ces dérapages sur les fournisseurs ; ainsi, Altares observe au travers du programme DunTrade d'analyse des balances âgées des entreprises que plus de 71% des PME défaillantes retardaient leurs paiements fournisseurs de plus de 15 jours.

Ces PME doivent donc faire leur mue, toutefois, elles conservent des possibilités de redressement. C'est pourquoi, les tribunaux privilégient l'ouverture d'un redressement judiciaire plutôt que la liquidation immédiate pour 72% des PME alors que ce taux n'est que de 32% pour les TPE.

Recul des défaillances dans la plupart des secteurs d'activité mais forte dégradation (+21%) pour les agences immobilières et le conseil en système informatique.

La forte présence des micro-entreprises, mais en tendance bien orientée, milite pour une baisse des défaillances d'entreprises dans la plupart des secteurs. Quelques activités demeurent néanmoins sous tension.

Ainsi, le bâtiment et le commerce qui représentent ensemble la moitié des défaillances d'entreprises enregistrent une diminution du nombre d'ouverture de procédures de 6% et 5%. Pourtant, pour chacun d'eux, certains métiers dérapent. C'est le cas de l'immobilier et principalement des agences immobilières (+20,9% et



Decide with Confidence

162 défaillances) et du commerce et réparation automobile (+ 2,1 % et 428).

L'industrie s'inscrit sur une tendance favorable tant dans l'agroalimentaire (- 4,1 %) que la manufacture (- 5,8%). Ces évolutions portent sur l'ensemble des industriels mais les seules PME sont en revanche à la peine. 38 PME de l'industrie manufacturière ont obtenu ce trimestre l'ouverture d'un RJ ou d'une LJ, c'est 10 de plus qu'un an plus tôt.

Les défaillances sont également bien orientées dans les services à destination des particuliers (- 4,9%), les Hôtels-Restaurants-Débits de boisson (- 5,4%) ou les services aux entreprises (- 3,8%). Proches des services aux entreprises, le transport et l'informatique s'inscrivent sur de moins bonnes tendances. Les défaillances augmentent de 20,9% dans les activités de conseils en informatique et de 12,4% dans le transport routier de fret de proximité. Dans le transport interurbain, le nombre de procédure recule de 10%.

Des difficultés plus marquées dans l'Est de la France.

L'Île-de-France, qui comptabilise plus de 20 % des ouvertures de RJ/LJ, s'inscrit sur une orientation favorable (- 5,9%) et donne le ton à la tendance nationale (- 5,1 %).

Un tiers des régions enregistre des améliorations plus sensibles encore au-delà de - 10%. C'est le cas, notamment, du Poitou-Charentes et de la Franche-Comté (- 19%) après un deuxième trimestre 2011 qui avait été très lourd (> + 20 %).

Pour un autre tiers des régions, les défaillances sont en baisse de 2 à 10%. Il en est ainsi par exemple de l'Aquitaine ou des Pays de la Loire qui étaient déjà bien orientés il y a un an.

Dans un dernier tiers, en revanche, les défaillances d'entreprises augmentent. La dégradation est rapide (> + 20%) en Auvergne, Bourgogne et Champagne-Ardenne.

Les ouvertures de sauvegarde augmentent de 13 %.

La procédure de sauvegarde continue de progresser (+ 13,3% et 367 ouvertures) en particulier dans les entreprises de 6 à 49 salariés. 98 chefs d'entreprises avaient obtenu une sauvegarde au cours du deuxième trimestre 2011, ils étaient 163 ce trimestre, soit une hausse de 66 %.

Les ouvertures de sauvegarde augmentent principalement dans le bâtiment (+ 93%) et les services aux entreprises (+ 35%).



Decide with Confidence

« Les trésoriers battent le tocsin. Financer l'exploitation s'avère être un exercice compliqué pour beaucoup et même impossible pour d'autres. Le recul du nombre de défaillances d'entreprises constaté ce trimestre masque mal une réalité budgétaire lourde pour les TPE et PME », constate Thierry MILLON responsable des études Altares.

« Après avoir été contraintes à adopter des positions défensives durant la crise pour ne pas ajouter aux clients perdus des prospects mauvais payeurs, les entreprises tentent à nouveau de reconquérir leurs marchés voire en aborder de nouveaux. Cette tendance confirme que les affaires se remettent en ordre de marche. Mais, réamorcer la pompe s'avère plus long et plus difficile qu'espéré. Les carnets de commande se regarnissent lentement et les besoins de trésorerie sont compliqués à couvrir. Le financement des TPE et des PME doit changer de paradigme. L'accès aux crédits bancaires est, et continuera à être, plus restrictif, conditionné aux performances attendues plus que passées. Les TPE ne disposent quasiment d'aucune marge de manœuvre lorsqu'elles rencontrent des difficultés, elles doivent payer les salaires, un poste de charges fixes nécessitant de disposer en permanence d'une trésorerie suffisante. Les PME et a fortiori les ETI semblent, en cas d'accident, pouvoir arbitrer moins difficilement une réallocation de ressource. Pourtant, pour les petites comme pour les grandes la question est moins de savoir comment financer un trou d'air que de savoir anticiper son cash moyen terme. L'anticipation exige alors d'implémenter des tableaux de bord stricts permettant à tout instant de mesurer, notamment, la trésorerie et ses indicateurs associés comme les délais de règlement. Une défaillance d'entreprise sur quatre est due à des retards de paiement. Or, en dépit des contraintes réglementaires comme la LME, les dettes fournisseurs pèsent encore plus de 500 milliards d'euros, c'est-à-dire plus de quatre fois les crédits bancaires court terme. Laisser « courir » un retard de paiement, c'est accepter au mieux de dégrader sa marge, au pire d'épuiser sa trésorerie jusqu'à devoir défaillir. Les PME défaillantes de ce deuxième trimestre, structurellement anémiées, disposaient de moins d'une semaine de chiffre d'affaires en trésorerie sur leurs comptes 2010. Les donneurs d'ordre sont pointés du doigt et invités à davantage de solidarité avec les PME mais cela ne doit pas conduire les chefs d'entreprises à s'affranchir de leurs propres scotomisation face aux signaux d'alerte. La gestion du besoin en fond de roulement est capitale, c'est la culture cash ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France. Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance. Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde. Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 10

- 10 Statistiques France globale
Statistiques France par tranches d'effectifs
Statistiques France par tranches d'âge
- 11 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 12 Statistiques France par Région
- 13 Évolution des défaillances d'entreprises sur 10 ans - 12 mois glissants - mars 2002 à juin 2012
Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 14 Les défaillances de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires au 2^{ème} Trimestre 2012

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 16

- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 18 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 19 Évolution des sauvegardes d'entreprises depuis 2006 - 12 mois glissants - décembre 2006 à juin 2012
Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 2^{ème} Trimestre 2012
- 20 Les sauvegardes de plus de 10 M€ de Chiffre d'affaires au 2^{ème} Trimestre 2012

MÉTHODOLOGIE 21

ANNEXES

LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 24

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 27

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 01 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

2 ^{ÈMES} TRIMESTRES	2010	2011	2011
France	14 184	14 073	13 355
Evolution Vs N-1	-5,4%	-0,8%	-5,1%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2011	2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2012	Évolution trimestre
0 salarié	6 384	5 162	-19,1%
1 ou 2 salariés	3 834	3 962	3,3%
3 à 5 salariés	1 926	2 136	10,9%
6 à 9 salariés	931	1 012	8,7%
10 à 19 salariés	588	620	5,4%
20 à 49 salariés	322	324	0,6%
50 à 99 salariés	46	86	87,0%
100 à 199 salariés	31	38	22,6%
200 salariés et plus	11	15	36,4%
TOTAL FRANCE	14 073	13 355	-5,1%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2011	2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	3 055	2 809	-8,1%
3 à 5 ans	4 680	4 397	-6,0%
6 à 10 ans	2 980	2 940	-1,3%
11 à 15 ans	1 248	1 196	-4,2%
16 à 50 ans	2 071	1 967	-5,0%
51 et plus	39	46	17,9%
TOTAL	14 073	13 355	-5,1%

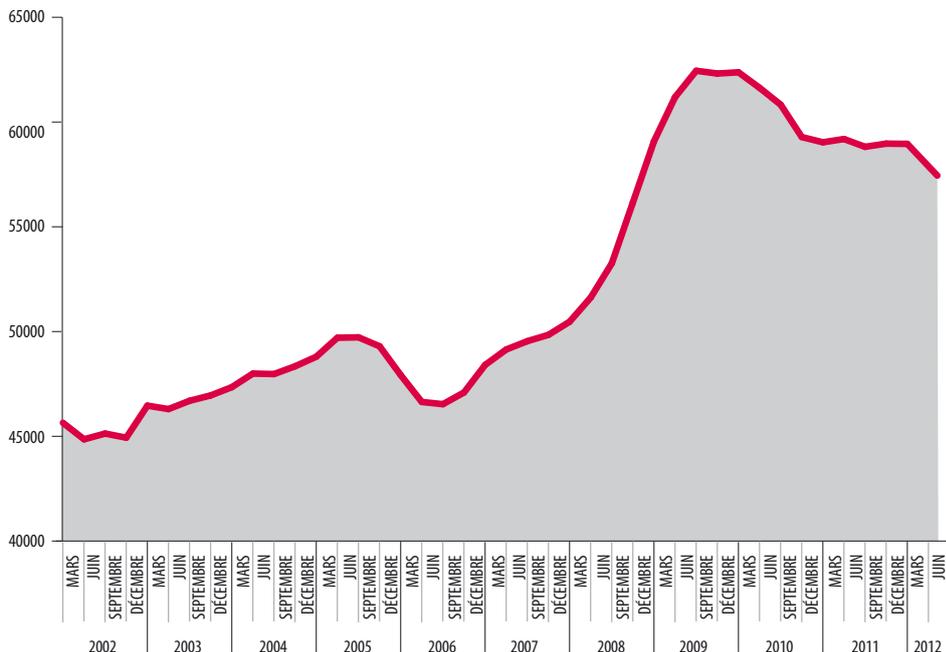
STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	248	227	- 8,5 %
Chasse, pêche, forêt	50	62	24,0%
Culture	117	98	- 16,2 %
Élevage	81	67	- 17,3 %
CONSTRUCTION	4 183	3 934	- 6,0 %
Bâtiment	3 724	3 439	- 7,7%
Immobilier	459	495	7,8%
COMMERCE	3 201	3 047	- 4,8 %
Commerce & réparation de véhicules	419	428	2,1%
Commerce de détail	1 955	1 836	- 6,1%
Commerce interentreprises	827	783	- 5,3%
INDUSTRIE	1 064	1 008	- 5,3 %
Industrie agroalimentaire	345	331	- 4,1%
Industrie hors agroalimentaire	719	677	- 5,8%
INFORMATION & COMMUNICATION	350	368	5,1 %
Services informatiques & édition de logiciels	182	208	14,3%
Autres activités information & communication	168	160	- 4,8%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	451	453	0,4 %
Transport routier de marchandises	335	353	5,4%
Autres activités de transport	116	100	- 13,8%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	86	82	- 4,7 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 725	1 660	- 3,8 %
Activités scientifiques & techniques	892	832	- 6,7%
Services administratifs aux entreprises	833	828	- 0,6%
SERVICES AUX PARTICULIERS	572	544	- 4,9 %
Activités de réparation	93	91	- 2,2%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	330	336	1,82%
Autres services à la personne	149	117	- 21,5%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 583	1 498	- 5,4 %
Hébergement	117	119	1,7%
Restauration	1 198	1 161	- 3,1%
Débites de boissons	268	218	- 18,7%
AUTRES ACTIVITÉS	610	534	- 12,5 %
Santé humaine & action sociale	203	139	- 31,5%
Activités récréatives	169	187	10,7%
Enseignement	114	107	- 6,1%
Autres activités	124	101	- 18,5%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	14 073	13 355	- 5,1 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

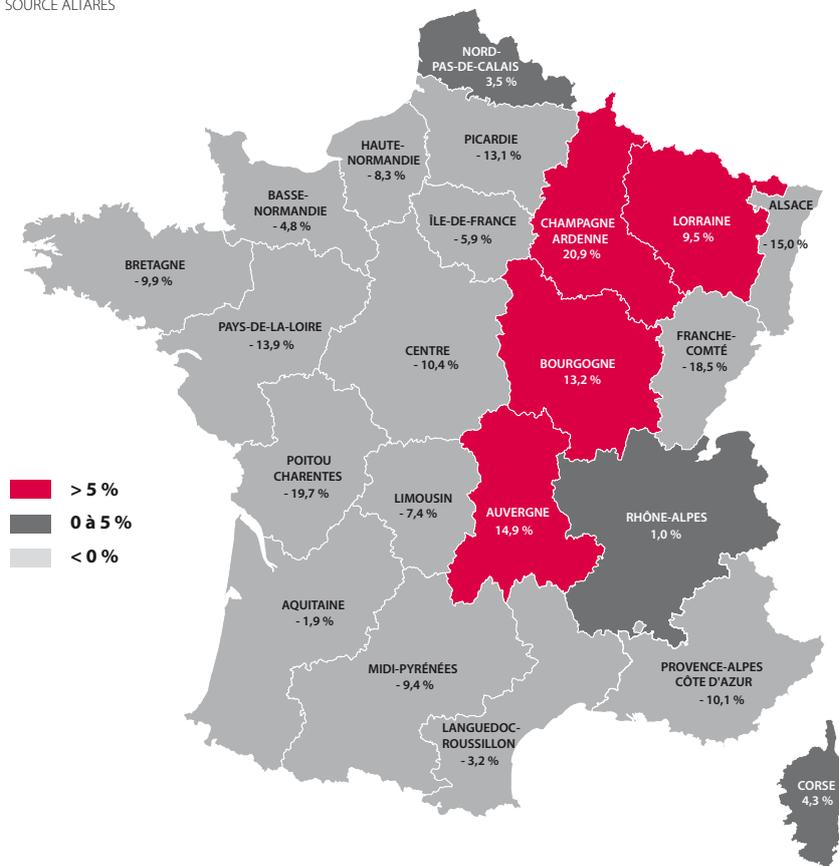
RÉGION	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	374	318	-15,0%
Aquitaine	752	738	-1,9%
Auvergne	201	231	14,9%
Basse Normandie	289	275	-4,8%
Bourgogne	296	335	13,2%
Bretagne	598	539	-9,9%
Centre	531	476	-10,4%
Champagne- Ardenne	215	260	20,9%
Corse	69	72	4,3%
Franche-Comté	259	211	-18,5%
Haute-Normandie	336	308	-8,3%
Île-de-France	2 926	2 754	-5,9%
Languedoc-Roussillon	780	755	-3,2%
Limousin	162	150	-7,4%
Lorraine	369	404	9,5%
Midi-Pyrénées	618	560	-9,4%
Nord-Pas de Calais	771	798	3,5%
Pays de la Loire	664	572	-13,9%
Picardie	382	332	-13,1%
Poitou- Charentes	386	310	-19,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 502	1 351	-10,1%
Rhône-Alpes	1 485	1 500	1,0%
Autres (dont DOM)	108	106	-1,9%
TOTAL	14 073	13 355	-5,1%

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 10 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - MARS 2002 À JUIN 2012)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION 2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 30 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2012
(BILANS 2011 OU 2010 OU 2009 PUBLIÉS)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA (M€)	EFFECTIF	PROCÉDURE	MOIS DU JUGEMENT
DOUX	29	Bretagne	1960	1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	430,9	1020	RJ	06
DOUX FRAIS	29	Bretagne	1987	1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	306,4	2115	RJ	06
NEO SECURITY	75	Île-de-France	2000	8010Z	Activités de sécurité privée	158,6	5680	LJ	06
SOPRAT	56	Bretagne	1976	1085Z	Fabrication de plats préparés	132,1	408	RJ	06
ALLTRADE	75	Île-de-France	2002	4637Z	Commerce interentreprises de café, thé, cacao et épices	131,2	4	LJ	05
THOMSON ANGERS	92	Île-de-France	1966	2640Z	Fabrication de produits électroniques grand public	83,5	356	RJ	06
NAVIMO DISTRIBUTION	56	Bretagne	2009	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	61,7	109	RJ	05
EBIZCUSS.COM	75	Île-de-France	1992	4651Z	Commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	61,3	108	LJ	05
ACH CONSTRUCTION	91	Île-de-France	1990	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	45,0	118	RJ	05
G. JACQUEMZOZ ET FILS	73	Rhône-Alpes	1971	4941A	Transports routiers de fret interurbains	41,4	304	RJ	05
ETABLISSEMENTS GOURAULT	41	Centre	1958	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	36,5	85	LJ	05
Q-CELLS FRANCE	69	Rhône-Alpes	2009	7112B	Ingénierie, études techniques	33,8	10	RJ	04
GROUPE ACTI	75	Île-de-France	2001	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	32,3	168	LJ	06
DAUPHIN CONSTRUCTION	69	Rhône-Alpes	1997	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	30,3	107	RJ	04
PRILAM	62	Nord- Pas de Calais	1976	4638A	Commerce interentreprises de poissons, crustacés et mollusques	30,0	27	LJ	04

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 01 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

2 ^{èmes} trimestres	2010	2011	2012
France	262	324	367
Évolution Vs N-1	- 22,5 %	23,7 %	13,3 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
0 salarié	107	80	- 25,2 %
1 ou 2 salariés	60	48	- 20,0 %
3 à 5 salariés	42	58	38,1 %
6 à 9 salariés	34	56	64,7 %
10 à 19 salariés	38	61	60,5 %
20 à 49 salariés	26	46	76,9 %
50 à 99 salariés	9	10	11,1 %
100 salariés et plus	8	8	0,0 %
TOTAL	324	367	13,3 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	58	41	- 29,3 %
3 à 5 ans	94	72	- 23,4 %
6 à 10 ans	55	80	45,5 %
11 à 15 ans	37	55	48,6 %
16 ans et plus	80	119	48,8 %
TOTAL	324	367	13,3 %

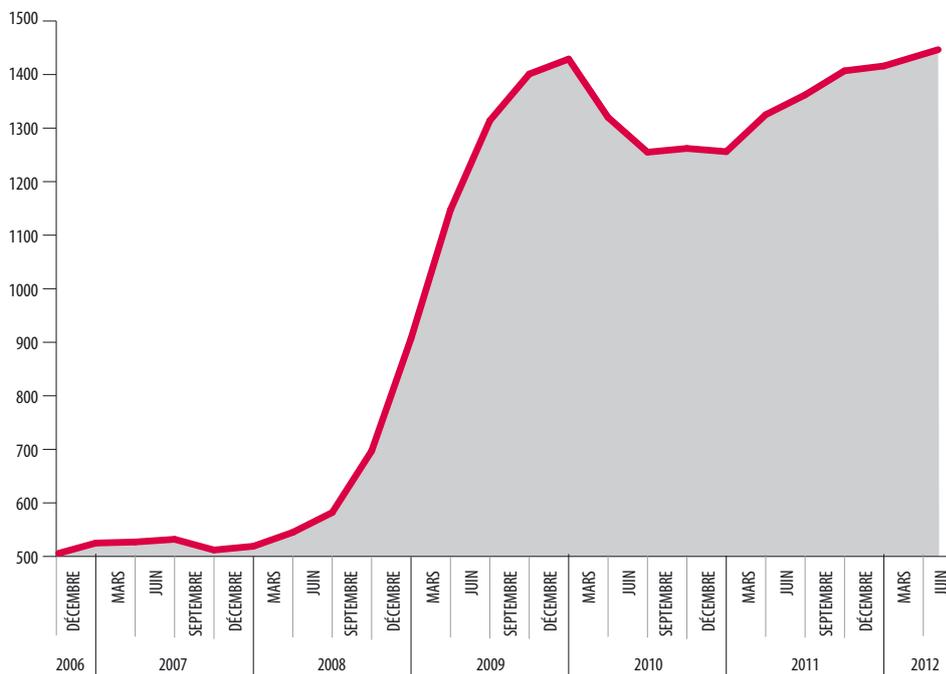
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	8	6	-25,0 %
Chasse, pêche, forêt	1	-	-
Culture	2	4	100,0 %
Élevage	5	2	-60,0 %
CONSTRUCTION	60	82	36,7 %
Bâtiment	28	54	92,9 %
Immobilier	32	28	-12,5 %
COMMERCE	76	71	-6,6 %
Commerce & réparation de véhicules	9	9	0,0 %
Commerce de détail	49	46	-6,1 %
Commerce interentreprises	18	16	-11,1 %
INDUSTRIE	43	41	-4,7 %
Industrie agroalimentaire	9	14	55,6 %
Industrie hors agroalimentaire	34	27	-20,6 %
INFORMATION & COMMUNICATION	9	10	11,1 %
Services informatiques & édition de logiciels	5	6	20,0 %
Autres activités information & communication	4	4	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	7	20	185,7 %
Transport routier de marchandises	6	8	33,3 %
Autres activités de transport	1	12	1100,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	12	14	16,7 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	46	62	34,8 %
Activités scientifiques & techniques	14	23	64,3 %
Services administratifs aux entreprises	32	39	21,9 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	10	10	0,0 %
Activités de réparation	1	2	100,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	4	-42,9 %
Autres services à la personne	2	4	100,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	37	32	-13,5 %
Hébergement	16	5	-68,8 %
Restauration	18	21	16,7 %
Débites de boissons	3	6	100,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	16	19	18,8 %
Santé humaine & action sociale	7	8	14,3 %
Activités récréatives	4	3	-25,0 %
Enseignement	-	5	-
Autres activités	5	3	-40,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	324	367	13,3 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

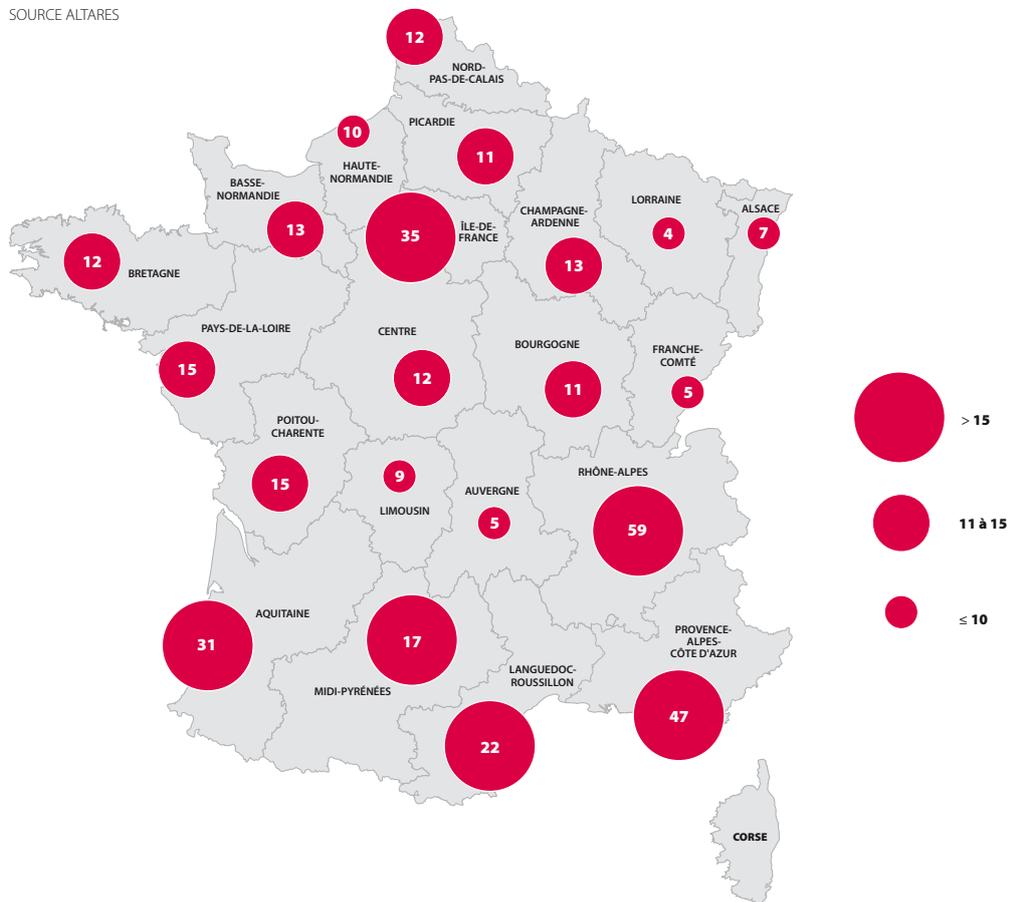
RÉGION	2 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	7	7	0,0 %
Aquitaine	32	31	-3,1 %
Auvergne	7	5	-28,6 %
Basse Normandie	20	13	-35,0 %
Bourgogne	6	11	83,3 %
Bretagne	4	12	200,0 %
Centre	7	12	71,4 %
Champagne-Ardenne	4	13	225,0 %
Corse	1	-	-
Franche-Comté	3	5	66,7 %
Haute-Normandie	2	10	400,0 %
Île-de-France	35	35	0,0 %
Languedoc-Roussillon	30	22	-26,7 %
Limousin	6	9	50,0 %
Lorraine	2	4	100,0 %
Midi-Pyrénées	24	17	-29,2 %
Nord-Pas de Calais	6	12	100,0 %
Pays de la Loire	27	15	-44,4 %
Picardie	11	11	0,0 %
Poitou-Charentes	21	15	-28,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	30	47	56,7 %
Rhône-Alpes	39	59	51,3 %
Autres (dont DOM)	0	2	-
TOTAL	324	367	13,3 %

ÉVOLUTION DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE DEPUIS 2006 (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 2006 À JUIN 2012)



CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION 2^{ÈME} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES (BILANS 2011 OU 2010 PUBLIÉS)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
CARRARD SERVICES	51	Champagne	2001	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	85,8	4819	06
DISPOSELEC	44	Pays-de-la Loire	1987	4643Z	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers	79,1	101	05
WILLEMSE FRANCE	59	Nord-Pas-de-Calais	1962	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	31,3	77	04
INSERT	93	Ile-de-France	1999	7312Z	Régie publicitaire de médias	25,6	381	04
ZHENDRE	33	Aquitaine	1985	2825Z	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	20,1	81	04
THIRIX	30	Languedoc Roussillon	1992	4711D	Supermarchés	17,8	45	06
ENTREPRISE JEAN PERRAUD ET FILS	38	Rhône-Alpes	1976	4939B	Autres transports routiers de voyageurs	17,7	247	06
SOCAFOR INTERNATIONAL	31	Midi-Pyrénées	1998	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	16,1	46	06
ASTP FRANCE	92	Ile-de-France	2010	2399Z	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.	15,3	28	05
SELFOO	92	Ile-de-France	2001	6120Z	Télécommunications sans fil	13,5	10	05
CHRISTOPHE RAMORA AUTOMOBILES	07	Rhône-Alpes	2010	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	13,4	4	05
GROUPE MJA	37	Centre	1980	7311Z	Activités des agences de publicité	10,5	50	04

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

ANNEXES

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2010	2011	2012
France	31 217	30 694	30 219
Evolution Vs N-1	-2,4%	-1,7%	-1,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
0 salarié	13 770	12 413	-8,1%
1 ou 2 salariés	8 310	8 645	4,2%
3 à 5 salariés	4 369	4 690	-2,1%
6 à 9 salariés	2 086	2 146	-9,4%
10 à 19 salariés	1 301	1 380	0,7%
20 à 49 salariés	664	675	-2,0%
50 à 99 salariés	113	159	37,1%
100 à 199 salariés	57	80	40,4%
200 salariés et plus	24	31	24,0%
TOTAL FRANCE	30 694	30 219	-3,2%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
moins de 3 ans	5 992	5 781	-3,5%
3 à 5 ans	10 478	9 991	-4,6%
6 à 10 ans	6 758	6 896	2,0%
11 à 15 ans	2 796	2 747	-1,8%
16 à 50 ans	4 585	4 706	2,6%
51 et plus	85	98	15,3%
TOTAL FRANCE	30 694	30 219	-1,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
AGRICULTURE	587	562	-4,3 %
Chasse, pêche, forêt	117	124	6,0 %
Culture	259	258	-0,4 %
Élevage	211	180	-14,7 %
CONSTRUCTION	9 068	8 794	-3,0 %
Bâtiment	7 932	7 682	-3,2 %
Immobilier	1 136	1 112	-2,1 %
COMMERCE	6 918	6 821	-1,4 %
Commerce & réparation de véhicules	958	1 012	5,6 %
Commerce de détail	4 242	4 101	-3,3 %
Commerce interentreprises	1 718	1 708	-0,6 %
INDUSTRIE	2 314	2 239	-3,2 %
Industrie agroalimentaire	703	724	3,0 %
Industrie manufacturière	1 611	1 515	-6,0 %
INFORMATION & COMMUNICATION	770	791	2,7 %
Services informatiques & édition de logiciels	409	434	6,1 %
Autres activités information & communication	361	357	-1,1 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	939	1 009	7,5 %
Transport routier de marchandises	713	773	8,4 %
Autres activités de transport	226	236	4,4 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	186	197	5,9 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	3 807	3 718	-2,3 %
Activités scientifiques & techniques	1 945	1 855	-4,6 %
Services administratifs aux entreprises	1 862	1 863	0,1 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 279	1 252	-2,1 %
Activités de réparation	194	191	-1,5 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	729	767	5,2 %
Autres services à la personne	356	294	-17,4 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	3 429	3 464	1,0 %
Hébergement	273	277	1,5 %
Restauration	2 574	2 686	4,4 %
Débites de boissons	582	501	-13,9 %
AUTRES ACTIVITÉS	1 397	1 372	-1,8 %
Santé humaine & action sociale	424	403	-5,0 %
Activités récréatives	391	406	3,8 %
Enseignement	292	302	3,4 %
Autres activités	290	261	-10,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	30 694	30 219	-1,5 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
Alsace	830	795	-4,2 %
Aquitaine	1 664	1 669	0,3 %
Auvergne	469	469	0,0 %
Basse Normandie	646	625	-3,3 %
Bourgogne	688	752	9,3 %
Bretagne	1 365	1 288	-5,6 %
Centre	1 145	1 105	-3,5 %
Champagne-Ardenne	470	558	18,7 %
Corse	155	162	4,5 %
Franche-Comté	518	521	0,6 %
Haute-Normandie	698	677	-3,0 %
Île-de-France	6 199	5 874	-5,2 %
Languedoc-Roussillon	1 742	1 647	-5,5 %
Limousin	372	336	-9,7 %
Lorraine	920	959	4,2 %
Midi-Pyrénées	1 330	1 295	-2,6 %
Nord-Pas de Calais	1 766	1 775	0,5 %
Pays-de-la-Loire	1 429	1 333	-6,7 %
Picardie	786	787	0,1 %
Poitou-Charentes	794	736	-7,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 271	3 234	-1,1 %
Rhône-Alpes	3 063	3 192	4,2 %
DOM et autres	374	430	15,0 %
TOTAL FRANCE	30 694	30 219	-1,5 %

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 1^{ER} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2010	2011	2011
France	631	681	743
Evolution Vs N-1	-7,2%	7,9%	9,1%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
0 salarié	212	193	-9,0%
1 ou 2 salariés	117	111	-5,1%
3 à 5 salariés	99	107	8,1%
6 à 9 salariés	73	114	56,2%
10 à 19 salariés	74	105	41,9%
20 à 49 salariés	66	78	18,2%
50 à 99 salariés	19	21	10,5%
100 salariés et plus	21	14	-33,3%
TOTAL FRANCE	681	743	9,1%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
moins de 3 ans	124	69	-44,4%
3 à 5 ans	175	174	-0,6%
6 à 10 ans	127	166	30,7%
11 à 15 ans	85	107	25,9%
16 ans et plus	170	227	33,5%
TOTAL FRANCE	681	743	9,1%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
AGRICULTURE	25	14	-44,0 %
Chasse, pêche, forêt	3	1	-66,1 %
Culture	6	8	33,3 %
Élevage	16	5	-68,8 %
CONSTRUCTION	133	154	15,8 %
Bâtiment	73	100	37,0 %
Immobilier	60	54	-10,0 %
COMMERCE	146	129	-11,6 %
Commerce & réparation de véhicules	19	16	-15,8 %
Commerce de détail	88	83	-5,7 %
Commerce interentreprises	39	30	-23,1 %
INDUSTRIE	85	89	4,7 %
Industrie agroalimentaire	17	24	41,2 %
Industrie manufacturière	68	65	-4,4 %
INFORMATION & COMMUNICATION	15	19	26,7 %
Services informatiques & édition de logiciels	9	13	44,4 %
Autres activités information & communication	6	6	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	13	35	169,2 %
Transport routier de marchandises	9	22	144,4 %
Autres activités de transport	4	13	225,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	21	20	-4,8 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	118	146	23,7 %
Activités scientifiques & techniques	43	61	41,9 %
Services administratifs aux entreprises	75	85	13,3 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	21	22	4,8 %
Activités de réparation	4	4	0,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	13	13	0,0 %
Autres services à la personne	4	5	25,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	62	65	4,8 %
Hébergement	23	11	-52,2 %
Restauration	34	45	32,4 %
Débits de boissons	5	9	80,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	42	50	19,0 %
Santé humaine & action sociale	13	23	76,9 %
Activités récréatives	15	7	-53,3 %
Enseignement	2	11	450,0 %
Autres activités	12	9	-25,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	681	743	9,1 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Évolution semestre
Alsace	12	19	58,3 %
Aquitaine	61	60	-1,6 %
Auvergne	13	14	7,7 %
Basse Normandie	36	19	-47,2 %
Bourgogne	13	26	100,0 %
Bretagne	16	17	6,3 %
Centre	19	16	-15,8 %
Champagne-Ardenne	11	21	90,9 %
Corse	1	0	-
Franche-Comté	9	10	11,1 %
Haute-Normandie	8	18	125,0 %
Île-de-France	68	67	-1,5 %
Languedoc-Roussillon	44	41	-6,8 %
Limousin	12	14	16,7 %
Lorraine	10	15	50,0 %
Midi-Pyrénées	40	40	0,0 %
Nord-Pas de Calais	16	24	50,0 %
Pays-de-la-Loire	38	45	18,4 %
Picardie	18	35	94,4 %
Poitou-Charentes	49	40	-18,4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	97	86	-11,3 %
Rhône-Alpes	89	104	16,9 %
DOM et autres	1	12	-
TOTAL FRANCE	681	743	9,1 %